



BULLETIN

du Mouvement Pétain



No. 18

1er Septembre 1943.

Geprüft
Stalag VI/G
---o---

EN AVANT!

Lors de mes dernières visites en Kommando, j'ai été étonné de voir à quel point le Mouvement Pétain était mal connu et, ce qui est plus grave, jugé trop légèrement.

Il est de mon devoir, en tant que responsable et en tant que défenseur des idées du Maréchal et de la Révolution Nationale, de rectifier les erreurs, d'y mettre un terme et de donner les éclaircissements nécessaires.

Le Mouvement Pétain du Stalag VI/G a été fondé à la suite de la visite de M. le Lieutenant BEAUD en janvier 1942. Le Mouvement, sous la première impulsion de PIGNAULT, a été lancé. Il prit une grande extension grâce au dévouement inlassable, aux qualités exceptionnelles, aux réels mérites de mon camarade et ami Roger HOCHÉ, actuellement délégué de la Mission SCAPINI à Berlin.

Roger HOCHÉ, devenu Homme de Confiance du Stalag, me confia la tâche de responsable. La ligne de conduite tracée par mes prédécesseurs a été suivie. Elle restera toujours ce qu'elle fut par le passé.

Je vous rappellerai cette ligne, ce but du Mouvement Pétain et ce que vous devez en attendre. Notre Chef, le Maréchal PETAIN, a dit à maintes reprises dans ses messages qu'il "comptait sur nous". Pensez à ces mots figurant au bas de la photographie que vous devez avoir dans vos Kommandos :

"Prisonniers, mes amis, vous êtes le meilleur de mon espoir. Je compte sur vous pour reconstruire la France." Phrase très simple, mais combien significative. Le Maréchal compte sur nous, il nous donne toute sa confiance. C'est pour nous, exilés depuis plus de trois ans, un grand honneur. Mais devons-nous en rester là ?- Je réponds catégoriquement : NON.

Que devons-nous faire ? Quelle doit être notre action ? Comment se préparer à reconstruire la France ? - Le Mouvement Pétain du Stalag VI/G vous en donne le but et le moyen.

QUEL EST SON BUT.-

1) Réaliser l'union de tous les prisonniers de guerre autour du Maréchal, union dans toute l'acceptation du terme.

60 P 10 55 Res

- 2) Réaliser le véritable esprit communautaire voulu par le Maréchal.
- 3) Réaliser la véritable fraternité sociale qui doit nous tenir tous, solidaires et unis.
- 4) Réaliser l'entr'aide au sens plein du mot.
- 5) Nous préparer au retour.
- 6) Reconnaître et penser que la France ne se redressera que par nous. Il ne faut attendre aucune aide. L'avenir de la France et son redressement sont entre nos mains.

N'oublions pas qu'un fossé s'est creusé depuis notre départ. Nous devons le combler. Certes, la Révolution Nationale s'est ralentie par suite des événements extérieurs. Notre Patrie aura tout de même changé. Le devoir pour nous est donc de songer à ce retour et de travailler avec ardeur.

Pour atteindre ce but magnifique et lui donner pleine valeur, de quels moyens disposons-nous ?

a)- le Bulletin qui paraît deux fois par mois (son faible tirage est conditionné par la rareté du papier).

Hommes de Confiance, veillez à ce que le Bulletin circule dans votre Kdo. Si vous avez le temps, commentez-le. Si vous en recevez plusieurs exemplaires, affichez-le.

b) des conférences et causeries sont faites au Camp puis reprises dans les Kdos visités.

c) les camarades de passage au camp, sortant de l'Infirmierie, ne doivent pas hésiter à nous rendre visite à la baraque du Mouvement Pétain.

d) les Kdos nous adressent la correspondance et nous leur répondons immédiatement.

Voilà, brièvement résumés, les moyens qui vous sont donnés par le Mouvement PETAIN.

De nombreux camarades croient que le Mouvement PETAIN est un mouvement politique. Erreur profonde ! . Cela pour trois raisons :

1/- Nous suivons sans restrictions les consignes du Maréchal. Celui-ci n'a pas voulu et ne veut pas qu'il soit créé de parti politique en France, encore moins parmi nous.

2/- Nous refusons toute liste venant des Kdos, nous donnant des noms de camarades adhérant aux principes de la Révolution Nationale. Nous acceptons seulement l'engagement d'être fidèle au Maréchal.

3/- Nous ne remettons aucune carte de membres ou d'adhérents aux camarades nous ayant donné cet engagement.

Je pense que ces explications sont suffisamment nettes pour que le Mouvement PETAIN du Stalag VI/G ne passe plus pour un parti politique. A tous, je demande de suivre le Mouvement PETAIN qui est le fidèle interprète des pensées du Maréchal et de la Révolution Nationale.

Le mot d'ordre du Mouvement Pétain est "Servir". Ajoutons y les deux mots que nous donne le Maréchal : "Silence et Discipline" et formons cette phrase qui doit rester gravée dans nos coeurs :

SERVIR AVEC SILENCE ET DISCIPLINE

André KAELIN

APRES QUATRE ANS DE GUERRE :

LA POSITION de la FRANCE

Au moment où la seconde guerre mondiale entre dans sa 5^{ème} année, nous avons quelque peine, Français des barbelés, à saisir la position de la France, en raison de son extrême complexité.

1.- SITUATION DE DROIT ET SITUATION DE FAIT.-

Le sort de la France a été déterminé par deux événements d'importance capitale : la déclaration de guerre à l'Allemagne le 3 Septembre 1939 et l'Armistice du 22 juin 1940, suivi d'une convention similaire avec l'Italie qui suspendit une guerre de 14 jours. Depuis lors, la France se trouve sous un régime bâtard qui n'est ni la guerre, ni la paix et qui, en 1871 ou en 1919, n'avait duré que quelques mois.

Juridiquement, l'Armistice a créé deux France : l'une, la plus vaste (3/5 du territoire), la plus riche, la plus peuplée, est soumise au régime de l'occupation militaire allemande, avec ce que ce régime entraîne de contrôle administratif et économique. L'autre, avec Vichy pour capitale, entièrement coupée de l'Océan et orientée vers la Méditerranée au delà de laquelle se prolonge l'Empire colonial, demeure libre et souveraine, bien que soumise par la convention d'armistice à des obligations militaires et financières très strictes.

Cette situation de droit a été rendue précaire par des événements qui se rattachent tous à la continuation de la guerre entre l'Allemagne et les Alliés :

1/- des opérations de guerre continuent de se dérouler sur le sol de France occupée, du fait que les forces allemandes et britanniques y sont aux prises, dans les airs notamment.

2/- la Grande-Bretagne a rompu avec la France de Vichy, lui appliquant le Blocus maritime, désarmant de force une partie de sa marine et soutenant dans son propre intérêt des mouvements dits de "dissidence".

3/- Tous les Français n'ont pas reconnu l'armistice franco-allemand. Depuis 1940, le Comité de Gaulle a continué la lutte dans le camp des Alliés.

4/- les colonies françaises, en raison de leur richesse ou de leur situation stratégique, ont été l'objet des visées de certaines puissances. Des guerres, des luttes s'y sont déroulées dans des circonstances souvent obscures. Pratiquement, les Japonais se sont installés en Indo-Chine et les Anglais en A.E.F., en Syrie et à Madagascar, au bénéfice de l'action du général de Gaulle.

5/- Le débarquement des Américains en Afrique du Nord le 8 Novembre 1942 a déterminé une crise d'une ampleur telle que la situation juridique même de la France a été remise en question. Dans le Bulletin no 4 du M.P. (1/2/43) ont été exposés les résultats de cette crise : installation en Afrique du Nord et A.O.F. des troupes anglaises et américaines, formation à Alger d'un nouveau gouvernement avec

l'Amiral Darlan, puis le Général Giraud, installation des troupes allemandes et italiennes dans la France libre, disparition de l'armée et de la marine françaises, rupture diplomatique avec les Etats-Unis et la plupart des républiques américaines.

Au 1er janvier 1943, il y avait donc pratiquement plusieurs Frances dispersées dans le monde, séparées par des frontières de guerre et dont une seule possédait un gouvernement légal.

II. - LES INCIDENCES DE LA GUERRE EN 1943 .

L'extension de la guerre en Méditerranée et la grande offensive soviétique d'hiver ont, depuis le début de l'année, commandé la vie française. Jamais encore, la situation intérieure n'avait été aussi étroitement subordonnée aux événements extérieurs.

La France occupée a été sévèrement touchée par l'offensive aérienne que les Anglo-Saxons ont dirigée au printemps contre le potentiel militaire et industriel de leurs ennemis. Jusqu'à fin février, les ports de Bretagne et de Normandie ont été bombardés. A partir de mars, les attaques s'étendirent à Rennes, Caen, Rouen, Amiens, Tours, en avril à la banlieue parisienne, en mai à Bordeaux, en juin au Creusot. Depuis, on observe un certain ralentissement.

Les fluctuations de la guerre à l'est avaient, par ailleurs, leurs répercussions sur la France entière. Le 2 février, après un terrible combat de 5 mois, Stalingrad tombe; les armées soviétiques atteignent le Donetz. L'Allemagne ordonne la mobilisation totale sur son territoire et dans les régions occupées. Les prélèvements de main d'œuvre, commencés en 1942, s'accroissent. Du 1er janvier au 31 mars, 250 000 Français partent pour l'Allemagne. Le gouvernement intervient alors pour préserver l'économie française et atténuer la rigueur de la réquisition. Le 17 février, il crée le Service obligatoire du Travail, d'une durée de 2 ans, applicable à tout le territoire. Désormais, les jeunes seuls seront requis. Il en viendra 300 000 environ de mars à juin.

Pendant ce temps, se déroule la guerre de Tunisie, où deux armées anglaises, une armée américaine et le corps du général Giraud attaquent deux armées germano-italiennes. Les villes tunisiennes subissent de durs bombardements. L'offensive alliée d'avril, dirigée par le général américain Eisenhower, se termine victorieusement le 7 mai: Bizerte et Tunis sont occupées. Cet événement entraîne à bref délai l'unification et l'extension du Mouvement de dissidence .

Depuis l'assassinat de l'Amiral Darlan le 24 décembre 1942, des efforts étaient faits pour accorder le Comité de Gaulle, d'influence anglaise et de tendance républicaine, avec le "Comité de guerre" du général Giraud, protégé par le général américain Eisenhower. Les 2 chefs s'étaient vainement rencontrés une première fois en janvier à Casablanca, au moment de l'entrevue Roosevelt-Churchill. Le général Catroux avait ensuite négocié entre Londres et Alger. Mais il fallut attendre la fin de la guerre en Tunisie et une nouvelle entrevue Churchill-Roosevelt en Mai à Washington, pour que le général de Gaulle s'accordât enfin avec le général Giraud. Par ailleurs, la dissolution officielle du Komintern le 15 mai à Moscou permit d'élargir le nouveau front en relâchant les communistes internés en Afrique du Nord.

Le 3 juin à Alger était constitué une sorte de gouvernement

présidé par Giraud et de Gaulle qui devaient, par la suite, se partager l'autorité militaire. Plusieurs partisans de de Gaulle entraient dans le "Comité Central des Forces françaises" : le général Catroux, M. Massigli, M. André Philip ancien député S.F.L.O de Lyon. De hauts fonctionnaires civils et militaires étaient changés. Le bey de Tunis était déposé, exilé et remplacé. M. Peyroux et le général Noguès cédaient les gouvernements d'Algérie et du Maroc au Général Catroux et à M. Puaux, tandis qu'à Tunis le général Mast s'installait à la Résidence.

Le renforcement progressif du Comité d'Alger a attiré en Afrique des militaires comme le général Georges et le général Vuillemin, de hauts fonctionnaires (Couvé de Murville, etc) quelques diplomates et surtout la flotte d'Alexandrie, restée sous la surveillance anglaise depuis 1940. Enfin, sous la pression américaine, la Guyane en avril et la Martinique au début de Juillet rompirent avec Vichy et reconnurent l'autorité du Général Giraud. L'amiral Robert, resté fidèle au Maréchal, passa ses pouvoirs à l'ex-consul à Montevideo, M. Hoppenot.

Le développement de l'offensive anglo-américaine a donc conduit à de nouvelles installations de troupes étrangères aux colonies et à une unification nominale de tout l'Empire français, l'Indo-Chine exceptée. Le voyage du Général Giraud à Washington et à Londres en juillet a nettement marqué l'orientation politique du Comité d'Alger et confirmé sa participation effective à la guerre.

III.- LE GOUVERNEMENT DU MARÉCHAL.-

Pris dans l'étreinte de la guerre, le gouvernement du Maréchal Pétain a cherché, selon la forte expression de M. l'Ambassadeur Scapini, "à tenir la tête de la France hors de l'eau". Forcé par les circonstances de ralentir la réalisation de la Révolution Nationale, le Chef de l'Etat a confirmé pourtant, dans son discours du 1er Mai, qu'elle restait son objectif suprême : "Un temps viendra, plus proche que vous ne l'espérez, où le travail que je vous ai tracé s'accomplira plus facilement, dans un monde délivré de la guerre".

Les ministres se sont attachés surtout à assurer la vie du pays. Le 26 mars, un remaniement ministériel a diminué le nombre des secrétaires d'Etat, remplacé à la justice M. Barthélémy par M. Gabolde, promu le général Bridoux et l'amiral Bléhaut aux secrétariats de la défense. M. Hubert Lagardelle au Travail, prenant rang de ministre, a dû faire face aux multiples difficultés causées par le transfert de main d'oeuvre. M. Max Bonnaïous a pu assurer la soudure grâce à une récolte exceptionnellement précoce.

L'action de M. Pierre Laval qui détient les ministères-clés de l'Intérieur et des Affaires Etrangères a été la plus caractéristique. Elle a été commandée par deux préoccupations : maintenir l'ordre dans un pays qui souffre matériellement et moralement de la défaite et de l'occupation - sauvegarder l'unité française par un rapprochement étroit des deux zones de l'Armistice (la rupture avec l'Empire interdisant à l'ancienne France non occupée toute vie autonome). De là, des negociations franco-allemandes. M. Pierre Laval les a menées à Paris avec les autorités d'occupation et notamment le gauleiter Sauckel. Le 25 Avril, en Allemagne, il était reçu par le Führer Adolf Hitler. En donnant son accord aux mesures prises par l'Allemagne dans le cadre de sa politique propre, M. Pierre Laval a obtenu

en retour les résultats suivants :

- ouverture des lignes de démarcation du Nord-Pas de Calais et Genève-Bayonne au libre trafic des marchandises et des voyageurs à dater du 1er mars.
- libération d'une seconde tranche de 50.000 P.G. et transformation de 250.000 autres en travailleurs libres en Allemagne même.
- autorisation de reconstituer un premier régiment dans le cadre d'une nouvelle armée (mai).
- autorisation de relevements de salaires dans l'industrie (juin).
- accentuation de la lutte contre le marché noir en Z.O.

Ajoutons que des mesures sévères ont été édictées pour réprimer les troubles, les attentats et les sabotages de toute espèce. Des mouvements administratifs étendus ont renouvelé le personnel.

Le Maréchal et son gouvernement ont voulu maintenir ou gagner une opinion parfois bien flottante, parce que soumise à des propagandes opposées. La mise sur pied des conseils départementaux, la reorganisation du Conseil National le 6 février, la refonte de la Légion et la transformation du S.O.L. en "Milice française" sous l'autorité directe du Chef de Gouvernement ont été les mesures les plus marquantes. Et le 4 avril, dans un Message radiodiffusé, le Maréchal lui-même confirmait ses consignes antérieures de discipline nationale : "Il faut choisir. Les chefs rebelles ont choisi l'émigration, le retour au passé. J'ai choisi la France et son avenir".

Ainsi, la France de Vichy continue d'exister. Certes, elle n'a plus de relations diplomatiques avec les nations alliées. La Chine de Tchoung-King, la dernière, a rompu au début d'août après que la France eut rétrocédé à la Chine de Nankin les concessions de Shanghai, Tien-Tsin, etc. D'autre part, les rapports avec l'Allemagne et l'Italie restent déterminés par les conditions inégales de l'armistice. Mais les nations neutres : Espagne, Portugal, Suisse, Suède, Turquie, ont toujours leurs légations à Vichy. Les Etats-Unis et l'Angleterre eux-mêmes n'ont reconnu officiellement aucun autre gouvernement. C'est la preuve que la France du Maréchal Pétain reste un état souverain. Il importe de s'en souvenir pour juger de la situation avec quelque discernement.

(D'après les chroniques de la LEGION)

=====
VERS UN ORDRE ÉCONOMIQUE

(SUITE)

Nous avons défini dans un précédent article (Bulletin no 17) les principales doctrines économiques. Voyons maintenant comment la principale d'entre elles, le "Capitalisme libéral" a fait faillite.

CRITIQUE ET FAILLITE DU CAPITALISME LIBÉRAL.

Dans un régime de "capitalisme libéral", toute l'activité économique est commandée par les perspectives de bénéfice : bénéfice de l'entrepreneur, de l'agriculteur, du commerçant, bénéfice du capitalisme. Lorsque la marge entre les prix de revient et le prix de vente se fait jour et devient de plus en plus grande, des entreprises se

lancent, des capitaux s'investissent, des travailleurs sont embauchés; les revenus se gonflent, les prix montent. La machine toute entière s'anime et bientôt s'emballe. Cette production est surabondante : elle est un contresens. Il n'importe. Les individus ne sont pas sensibles à cette idée tant qu'elle ne se traduit pas dans leurs bilans. Quand elle s'y répercute, il est trop tard : là est le drame !

Cette différence entre le prix de vente et le prix de revient venant alors à disparaître, les commandes cessent. C'est la revente, la faillite, les conflits du travail qui créent la lutte des classes, et enfin le chômage avec l'angoisse de la misère qu'il fait peser sur les foyers. "Ainsi se déroulait le spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire en face de stocks invendus et même détruits, dans le seul dessein de soutenir les cours des matières premières". (Mal Pétain, 11/10/40). Cette triste politique n'a pu être réalisée que grâce à la concentration du pouvoir économique dans les mains d'une oligarchie financière anonyme (trusts, ententes, holdings) qui brisa au profit de quelques-uns le mécanisme essentiel du jeu, la libre concurrence.

C'est donc l'absence d'un régulateur, d'un dynamisme communautaire qui apparaît comme la cause essentielle des crises dites "cycliques" inhérentes au régime libéral.

Cependant, des penseurs, des philosophes, des économistes, etc .. avaient, par des avis autorisés et désintéressés, essayé de mettre le monde libéral en garde contre l'avenir qui l'attendait s'il persévérerait dans cette voie. Ils adjuraient les gouvernements de ces peuples de revenir à une économie plus humaine. Notons parmi ces hommes éclairés : le Play, de Man, Péguy, Bergson, S.S. Pie XII, Thierry Maulnier, François Perroux, etc . Prenons au hasard quelques passages de leurs écrits :

- "Les faits ont surabondamment prouvé que la libre concurrence ne saurait servir de norme régulateur à la vie économique. Il est donc absolument nécessaire de replacer la vie économique sous la loi d'un principe directeur juste et efficace."

(Encyclique Quadragesimo Anno - Pie XII - 1931)

- "L'économie doit être considérée comme ce qu'elle est, c'est à dire une des formes de la vie sociale tout entière, et doit rentrer dans sa subordination naturelle à l'ensemble de la vie sociale. Les faits économiques ne sont pas déterminants, mais déterminés".

(Thierry Maulnier)

Et enfin, plus près de nous, c'est la grande voix du Maréchal qui, dans sa simplicité émouvante, essaie de nous faire comprendre les causes de la faillite économique de la France, faillite accélérée par la défaite. Dans son message du 11/10/40, il nous dit :

"Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique. Sur le plan parlementaire : apparence de liberté, sur le plan de la production et des échanges : apparence de libéralisme, mais en fait asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat. Le jour où les coalitions et les trusts brisèrent le mécanisme du régime libéral, la production et les prix furent livrés sans défense à l'esprit de lucre et de spéculation."

I. L'ECONOMIE EN FRANCE JUSQU'EN 1939.-

Sous le règne du "capitalisme libéral" dans lequel nous étions, il n'existait ni politique économique, ni politique financière. Toutefois, depuis 1931, un certain nombre d'interventions de l'Etat s'étaient produites. L'Etat avait fixé des limites quantitatives à la production de blé et de vin. Il avait organisé les assurances sociales. Il avait pris en mains certains s grandes entreprises (Cios de navigation, banques).

A partir de 1936, nos gouvernants ont appliqué certaines théories avec une désastreuse obstination (théorie de l'abondance et du pouvoir d'achat de M. Blum, qui évidemment acquérait une certaine popularité, théorie de la direction monétaire, etc.). Au lendemain des réformes sociales de 1936, il apparaît indispensable de ranimer l'industrie, durement atteinte, par la loi de 40 heures notamment, qui équivaut à la suppression d'une machine sur six et nous met en état d'infériorité sur le plan international. Les prix montent sans discontinuer et sans que la législation puisse freiner le mouvement. C'est alors une série de dévaluations, de dépenses croissantes du gouvernement qui précipitent la débâcle financière.

A partir de 1938, à la veille de la guerre, l'intervention de l'Etat s'est accentuée et la loi du 11/7/1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre instituait une économie dictatoriale. La politique du gouvernement devait se conformer aux trois directives suivantes :

- a/- produire le plus possible.
- b/- limiter les achats du public.
- c/- économiser nos réserves d'or et de devises.

Par le décret du 1/9/39, le gouvernement instituait la semaine de 72 heures pour les travailleurs des industries de la Défense Nationale, achevant ainsi la législation de 1936 qui s'était ouverte sur la semaine de 40 heures. Malheureusement, le conflit de 1939 surprit l'économie française encore dans un état de profonde anarchie et d'impuissance. Dès le début de la guerre, le gouvernement fut dépassé par les événements.

Le 24 Juin 1940, date de la suspension des hostilités entre la France et l'Allemagne, tandis que la guerre continuait avec l'Angleterre, créait une situation nouvelle et le gouvernement du Maréchal allait jeter les bases d'une nouvelle organisation économique ayant un caractère profondément humain et national.

(à suivre)

Raymond TAUPAIN

LES CONSEILS de L'HISTORIEN

- "Mais enfin, à quoi servent les historiens ?" s'impatiente mon ami l'ingénieur au terme d'une longue discussion. "Non seulement, vous n'apportez rien de constructif, rien de transformable, rien de négociable, mais vous n'êtes même pas assurés de dire une vérité inutile aux gosses que vous martyrisez, aux femmes du monde dont vous chatouillez la curiosité et aux politiciens que vous fournissez des arguments les plus seugrenus et les plus contradictoires !"

- "O.K., mon cher ingénieur. Et c'est ce qui nous rend si fiers ! Nous sommes des improductifs et des incertains. C'est pour cela que nous nous sentons si indispensables. Car une société, un pays, une nation, si vous aimez mieux, n'est pas une collection d'individus ou de groupes spécialisés par métiers et par régions. C'est un tout, une entité aurait dit notre philosophe FRAISSE. C'est un être, une personne qui naît, grandit, décline et meurt. Que diriez-vous d'un ingénieur qui oublierait chaque jour ce qu'il a fait la veille ?"

- "Il serait mûr pour Charenton, assurément !"

- "Eh bien ! L'histoire est la mémoire collective d'une société. Evidemment, elle commet d'étranges erreurs. Elle embellit, enlaidit, déforme et oublie. Elle rappelle aussi parfois de salutaires expériences ! Aussi a-t-elle mauvaise réputation auprès des impatientes qui la trouvent maussade, timorée, conservatrice, réactionnaire même. De temps à autre, les révolutionnaires proclament qu'ils n'ont que faire de cette radoteuse. Mais les Russes eux-mêmes, lorsqu'ils rompent avec le passé, baptisent leurs cuirassés "Marat" ou "Commune de Paris" en attendant d'exalter leur tzar autocrate Pierre le Grand qui fit la Russie au prix d'une épouvantable tyrannie."

- "Ce sont là des manœuvres de propagande ! Toujours la politique !"

- "Bien sûr ! Croyez-vous, mon cher ingénieur, qu'un Etat se gouverne comme un conseil d'administration ou une boîte anonyme dont tous les employés ont hâte, le soir, de s'évader ? Conduire un pays exige de l'esprit politique. Et comme le suffrage universel a fait de tous les citoyens des dirigeants en même temps que des dirigés ..."

- "Certes ! mais en quoi l'esprit politique a-t-il besoin de se frotter d'histoire ?"

- "Parce que la politique actuelle est déterminée par l'histoire d'hier en attendant de devenir elle-même l'histoire de demain."

- "Autrement dit, pour mettre son bulletin dans l'urne avec quelque apparence de sagacité, il faut être licencié d'histoire ou tout au moins bachelier !"

- "Mais non, mon cher ingénieur ! il suffit de quelques connaissances essentielles et surtout d'un peu de jugement. Avoir l'esprit politique, c'est refuser d'accepter les rumeurs incontrôlées, se garder des enthousiasmes irréfléchis aussi bien que du dénigrement de parti pris ; c'est faire preuve non point d'impartialité - car la vie n'est pas neutre et oblige à prendre parti - , mais de compréhension et de tolérance. C'est surtout admettre tous les événements quels qu'ils soient, si même ils sont contraire à vos penchants ou à vos goûts. Vous le voyez, il y faut beaucoup de souplesse et de maîtrise de soi."

- "Evidemment, ce sont là des qualités d'historien !"

- "Admettez donc avec moi que l'histoire est une excellente école de politique. Je sais bien que certains hommes chargés de l'enseigner ont commis des erreurs monumentales lorsqu'ils ont voulu passer à l'action, mais nous avons heureusement Guizot, Thiers et M. Lucien Romier !"

- "J'en conviens. Mais comment former et éduquer ce sens à la fois politique et historique que vous avez défini ?"

- "Vous voulez des conseils ? Je ne vous en donnerai que cinq à six. Mais je les crois indispensables.

Premièrement, défiez-vous des jugements tout faits et admettez qu'une vérité qui passe pour telle depuis longtemps puisse être reconsidérée. Par parenthèse, ne croyez pas aux mots historiques qui pour la plupart sont faux ou faussent complètement un personnage en le caricaturant."

- Par exemple : "L'Etat, c'est moi !" de Louis XIV."

- "Tout juste ! Deuxièmement, si vous n'êtes pas très "calé" en histoire passée ou présente, choisissez des "directeurs de conscience" honnêtes. Vous les reconnaîtrez facilement car ils ne prophétisent pas, n'excitent pas à la haine et ne condamnent jamais en bloc. J'ajouterai même qu'ils ne collaborent pas aux journaux à très gros tirage qui les forceraient à des concessions à la dénagogie ou à la mode."

- "Ce qui exclue M. Paul Reboux et Mme Tabouis !"

- "Je ne vous le fais pas dire !" mais poursuivons.

Troisièmement, défiez-vous de la petite histoire qui ramène les plus grands événements à des faits individuels ou hasardeux."

- "A la fistule de Louis XIV, à la chasteté de Robespierre ou au cocuage de Bonaparte ?"

- "Exactement. A trop lire feu Lenôtre ou le Dr Cabanès, vous acquerrez un raisonnement de midinette.

Quatrièmement, ne vous laissez pas "emballer" par les grandes synthèses qui vous présentent l'histoire comme un édifice simple et harmonieux où les escaliers et les corridors permettent d'accéder partout. La réalité est autrement complexe. En la schématisant par trop, vous la déformez jusqu'à la fausser. Soyez donc prudent lorsque vous lirez M. Taine ou les volumes d'une de ces récentes collections qui s'appellent "L'Evolution de l'humanité" et "Peuples et civilisations".

- "En somme, il faut chercher le juste milieu !"

- "Cinquièmement, ne vous hypnotisez pas sur la recherche des causes. Admettez qu'il y en a beaucoup et que les meilleurs historiens en ignoreront toujours quelque-une, peut-être même la principale.

Sixième et dernier conseil ; évitez de vous faire une philosophie de l'histoire qui fausserait irrémédiablement votre indépendance de jugement. Karl Marx a jadis découvert l'importance du facteur économique mais il l'a exagérée, car le fait religieux par exemple garde toute sa valeur. Il n'y a pas que des luttes de classes, il y a aussi des guerres de religion ou d'idéaux."

- "Nous sommes hélas payés pour le savoir !"

- "De même, ne croyez pas aveuglément aux progrès illimités, à la venue de l'âge d'or, pas plus qu'à la stagnation ou au recul de l'humanité. C'est peut-être vrai, mais nous n'en savons rien. Au contraire accoutumez-vous à l'idée d'évolution. Considérez que les sociétés, des plus primitives aux plus parfaites, ne cessent de se transformer et que, au XXème siècle comme au XIXème, les institutions changent presque aussi souvent que les modes féminines !"

- "Alors, vive "Marie-Claire" !" - "Si vous voulez mon cher ingénieur, mais cela est une autre histoire."

André PLANTIER

L'ACTIVITÉ DU MOUVEMENT PÉTAÏN

==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==: ==:

AU CAMP.-

Si en France la campagne attire, l'Eté, les travailleurs des villes il n'en est pas de même en Rhénanie. Bien peu de camarades ont quitté leur travail en ville pour nous rendre visite. Ajoutons à leur déscharge que la côte de Duisdorf est réputée pour sa sévérité. Seuls les plus endurcis sont venus à la baraque du M.P.: PIQUEMAL, H. de C. de l'Abschnitt VII, l'H. de C. du Kdo 100, HACHE, responsable du M.P. au 262, FONTAINE, H. de C. du 218 et LOUBET, responsable. Ensuite GASSET, H. de C. de l'Abschnitt II, CHEVALET, H. de C. du 238 et l'Abbé LAFARGE toujours souriant ont pris contact avec le M.P. Le courrier a subi un ralentissement. Toutefois, le 262 nous informe de la création d'un Centre d'Entr'aide. A l'H. de C. et à ses collaborateurs, le M.P. adresse ses chaleureuses félicitations. Les Kdos 200, 548, 531 nous ont écrit. Nous nous sommes empressés de leur répondre. Les conférences au camp marquant un temps d'arrêt en raison du faible effectif des présents au camp et de la température tropicale qui retient les habitants hors de toute salle. Lorsque le climat sera plus clément, les conférences reprendront comme par le passé.

LES VISITES EN KOMMANDO.-

Le 6 Août au matin, KAELIN se rendait au Kdo 341. Après avoir pris contact avec l'H. de C. TRAUTMANN et M. l'Abbé d'ARVILLE, il parla, le soir, devant tous les camarades réunis - ceux qui travaillaient de nuit ayant obtenu une heure de battement. Le thème: "MOUVEMENT PÉTAÏN, REVOLUTION NATIONALE, VISITE DE M. L'AMBASSADEUR SCAPINI" fut largement commenté et la discussion se prolongea fort tard.

Le 7 Août, KAELIN se rendait au Kdo 347 par des moyens de fortune: promenade à pied, cross cyclo-pédestre, course à bicyclette. Après s'être longuement entretenu avec l'H. de C. LABADENS, il refit, dans une atmosphère familiale, son exposé de la veille. Les discussions retinrent l'auditoire jusqu'à une heure presque matinale.

Le 8 Août, KAELIN assistait à la réunion des H. de C. du Sous-Abschnitt BERCHAUSEN et gagnait ensuite sur le cadre du vélo de l'H. de C. MIDRUILLET le Kdo 345 Rauschendorf. Le soir, à la demande de ce dernier, il traita le sujet: "VERS UN ORDRE NOUVEAU EN AGRICULTURE" puis fit un exposé sur la visite de M. l'Ambassadeur SCAPINI. Suivirent questions et discussions sur le mode familial.

Le 9 Août, KAELIN termina son voyage par le Kdo 361 et le Kdo 363 qu'il invita lui-même. Après de longues conversations avec M. le Médecin Capitaine COURCHINOX, le docteur VERAECHE et l'Abbé CLÉTON, il prit la parole vers 8 1/2 h. . Il insiste longuement sur l'action du M.P. au VI/G et sur son oeuvre de solidarité, tant pour l'O.A.F.G. que pour le Centre d'Accueil. Bien que plus animées que les jours précédents, les discussions furent extrêmement cordiales.

Après un bref séjour au Camp, KAELIN est reparti le 13 Août pour le Kdo 240. En attendant la sentinelle, il put longuement méditer sur cette phrase du Maréchal: "La patience est la forme la plus nécessaire du courage". Tard dans la soirée, il prit enfin contact avec l'Homme de C. GOIJAT et tous les camarades du 240 où de grands travaux sont en cours d'exécution. Devant un auditoire vite familial, KAELIN développa la visite de M. l'Ambassadeur SCAPINI et s'attarda longuement sur le M.P. du Stalag VI/G. Il put ainsi apporter des éclaircissements et lever bien des doutes. Il reverra avec plaisir les camarades de ce Kdo qui viennent à la Hardthöhe chaque Samedi.

Le 14/8, notre conférencier prit contact avec les camarades du Kdo 311, et leur dévoué H. de C. SAISSI. Après quelques nouvelles sur le Stalag, il exposa les principes de la R.N. et du M.P.

Le 15/8, KAELIN assista à Bergheim à la réunion des H. de C. du sous-abschnitt. Vers 1 h., il arriva au Kdo 315, accompagné de l'H. de C. SUIN et de RICHER. En pénétrant dans ce petit Kdo, tout près du Rhin, l'orateur sentit aussitôt la bonne entente et la parfaite harmonie qui y règnent. Son exposé, fait l'après-midi, dissipa encore une fois bien des doutes. KAELIN signale en exemple le Kdo 315 où les principes de la communauté de notre Maréchal ne sont pas un vain mot, mais sont appliqués à la lettre. A tous les camarades et notamment à SUIN et à RICHER, le conférencier adresse ses félicitations chaleureuses pour la réalisation de ce bel esprit communautaire.

Le 16/8 au matin, KAELIN se rendit au 441 à SPICH. Il prit longuement contact avec l'H. de C. JARDIN et le soir à une heure tardive, développa le même thème que les jours précédents.

Partout, KAELIN a constaté compréhension et bonne volonté. La consigne du Maréchal, "silence et discipline", s'avère très juste. Que tous les camarades des Kdos visités et notamment les H. de C. trouvent ici les remerciements de leur hôte d'un jour.

=====
=====

L'HOMME DE CONFIANCE VOUS PARLE

AUX FUTURS TRAVAILLEURS CIVILS.-

Je rappelle aux camarades devant prochainement bénéficier de la transformation en travailleurs civils qu'il leur est formellement interdit, sous peine de sanctions graves, de teindre leurs pantalons militaires ou de s'en déssaisir dans le cas où ils seraient en possession d'effets civils. Le retrait des pantalons fera l'objet d'une mesure particulière et, ce jour-là, le prisonnier transformé devra rendre compte de sa tenue. De plus, seuls les camarades en tenue militaire ont été autorisés à bénéficier du premier départ en permission. Cette mesure restant en vigueur, l'intérêt de conserver sa tenue apparaît clairement.

DEMANDES à l'Y.M.C.A.-

L'Y.M.C.A., 37, quai Wilson à Genève, signale que les envois individuels d'instruments de musique et de matériel sportif ont donné lieu à de nombreux abus. Les mêmes demandes se renouvelaient fréquemment et d'autres écrites par une même personne portaient à chaque fois des signatures différentes. Par souci d'équité, et dans le désir de continuer à aider chacun dans la plus large mesure possible, l'Y.M.C.A. a pris la décision d'honorer désormais seules les demandes qui porteront cachet et signature de l'H. de C. du Stalag. D'autre part, les envois individuels sont supprimés ; un envoi global sera fait à l'adresse de l'H. de C. du Stalag, lequel assurera la répartition. Les camarades qui auraient des demandes particulières à faire à l'Y.M.C.A., voudront donc bien m'adresser leurs étiquettes pour visa.

AUX NECESSITEUX DE HAUTE-SAVOIE.- Par lettre du 22/6/43, la Maison du Prisonnier de Haute Savoie me prie de faire connaître aux camarades nécessiteux de Hte Savoie qu'ils peuvent lui envoyer leurs étiquettes à l'adresse suivante : "Maison du Prisonnier de la Haute Savoie 43, rue Vaugelas, ANNECY (Hte Savoie).

-----oOo-----

